

REÇU LE 20 OCT. 2012



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté du 9 octobre 2012 mettant en demeure la société Bordage à Fouquerolles (60510) de justifier du respect des articles 1.2 et 3.4 du titre V de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2004

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2004 autorisant la société BORDAGE à exploiter un établissement de stockage de produits phytosanitaires, d'engrais et de céréales à Fouquerolles ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 septembre 2012 et les propositions du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie du 27 septembre 2012, faisant suite à la visite d'inspection du 18 septembre 2012 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 18 septembre 2012, il a été constaté le non respect des articles 1.2 (protection des prélèvements) et 3.4 (eaux pluviales) du titre V de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2004 ;

Considérant que le non respect des articles 1.2 et 3.4 du titre V de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2004, porte atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que certaines prescriptions doivent être imposées à la société BORDAGE afin qu'elle respecte les articles 1.2 et 3.4 du titre V de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2004 précité;

Considérant qu'il convient en conséquence, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement conformément aux dispositions de l'article L. 514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société BORDAGE de respecter les dispositions des articles 1.2 et 3.4 du titre V de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2004 ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société BORDAGE dont le siège social est situé route de Beauvais à Fouquerolles (60510) est mise en demeure :

- de respecter l'article 1.2 du titre V de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2004, comme indiqué à l'article 2 du présent arrêté dans un délai de trois mois ;
- de respecter l'article 3.4 du titre V de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2004, comme indiqué à l'article 3 du présent arrêté ;

ARTICLE 2 :

L'exploitant met en place un système de disconnexion ou tout autre système équivalent afin d'isoler le réseau public d'eau potable.

ARTICLE 3 :

L'exploitant procède à une analyse des eaux de pluie présentes dans les bassins de récupération dès lors que le niveau d'eau dans le bassin de récupération atteint le tuyau de passage vers le bassin d'infiltration.

L'analyse des eaux est réalisée sur tous les paramètres mentionnés dans l'article 3.4 du Titre V de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2004.

L'exploitant transmet au Préfet de l'Oise, direction départementale des territoires, les résultats de cette analyse dès lors qu'il les reçoit.

ARTICLE 4 :

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement sans préjudice de sanctions pénales.

ARTICLE 5 :

En cas de contestation la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens par le destinataire de l'arrêté. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Fouquerolles, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 9 octobre 2012

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Patricia WILLAERT